

### *Les conditionnalités différentes du Fonds et de la Banque*

Plusieurs témoins ont attiré l'attention du Comité sur les difficultés des pays débiteurs en voie de développement dans les cas où la conditionnalité des prêts du FMI diffère de celle de la Banque mondiale, voire s'y oppose. Poursuivant des objectifs différents, ces deux institutions ont parfois exigé la mise en oeuvre de politiques contradictoires, sans parler des banques régionales de développement qui ont, elles aussi, des priorités qui leur sont propres. Se plaçant du point de vue d'un pays bénéficiaire, M. Ibarra a indiqué qu'avec la multitude des conditions imposées par les diverses institutions, on se retrouve après un certain temps avec tellement de règles contradictoires de conditionnalité, que le gouvernement n'a plus la liberté voulue pour adopter une politique d'ajustement qui soit conforme à ses besoins propres. (8:16)

Les politiques recommandées par le Fonds visent d'habitude l'équilibre budgétaire d'un pays et présupposent des augmentations d'impôt ou une réduction des dépenses publiques, tandis que la Banque agit dans une optique à plus long terme et ses conditions portent davantage sur la croissance économique que la stabilisation financière. M. Conable a dit comprendre les difficultés auxquelles sont confrontées les décideurs des pays débiteurs. Pour illustrer son propos, il a évoqué le problème d'un pays nord-africain, lequel se voyait poussé par une institution internationale à réduire son déficit et par une autre à restructurer ses industries en supprimant les droits sur les composants importés. Or, ces droits généraient des revenus qui auraient aidé le pays à atteindre l'un des objectifs fixés par le FMI, à savoir la réduction du déficit.

### *Le resserrement de la collaboration entre le Fonds et la Banque*

À Bretton Woods, où l'idée de constituer un Fonds et une Banque a surgi, on avait envisagé, puis rejeté la possibilité de créer une seule agence et non deux. On a préféré confier au FMI et à la Banque mondiale des objectifs importants, mais très différents. Quand il a fallu choisir le nom des deux institutions, John Maynard Keynes, l'un des fondateurs du système, aurait déclaré: « Nous avons créé un Fonds qui est une banque et une Banque qui est un fonds. » Cette complémentarité supposait, dans l'esprit des fondateurs, une étroite collaboration.

À Washington, le Comité a abordé avec les représentants de la Banque et du Fonds la question de la collaboration entre les deux institutions, à la lumière des propositions de M. Baker. On lui a indiqué qu'il existait déjà une bonne coordination entre les deux organismes et qu'on cherchait sans cesse à l'améliorer. Les deux institutions en sont de fait arrivées à des arrangements de coopération : le personnel de la Banque mondiale participe à des missions du FMI pour étudier la situation dans les pays membres, et vice versa; le personnel du FMI assiste aux réunions des groupes consultatifs mis sur pied par la Banque mondiale, et les deux organismes échangent des informations. Mais ces pratiques ne résolvent pas pour autant le problème de l'opposition des conditions imposées, les deux institutions poursuivant des priorités ou des objectifs opposés, qui sont pour elles fondamentaux. M. Richard Erb, directeur général adjoint du FMI, a admis que les pays latino-américains craignaient fortement de se voir imposer par les deux organismes des conditions sévères mais divergentes et qu'ils avaient donc préféré traiter séparément avec les deux organismes. C'est pourquoi il a dit que, selon toutes probabilités, il serait plus facile au Fonds et à la Banque de resserrer leur